

Peau rouge, masques blancs. Contre la politique coloniale de la reconnaissance, Glen Sean Coulthard. Lux éditeur, Montréal, 2018, 368 p.

Émile Duchesne

Volume 48, Number 3, 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1062140ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1062140ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Duchesne, É. (2018). Review of [*Peau rouge, masques blancs. Contre la politique coloniale de la reconnaissance*, Glen Sean Coulthard. Lux éditeur, Montréal, 2018, 368 p.] *Recherches amérindiennes au Québec*, 48(3), 125–127.
<https://doi.org/10.7202/1062140ar>

fruit de l'imagination impériale », les Amériques possédant un patchwork de règles et de coutumes qui géraient l'utilisation des terres et informaient la manière dont on pensait la propriété collective (p. 247 et 253). Les activités des Européens ont miné les communs autochtones. Lorsque les Espagnols ont laissé leurs moutons courir en toute liberté, par exemple, ces derniers ont décimé des terres utilisées en commun par les Nahuas, les rendant inutilisables pour de nombreuses activités pratiquées depuis des générations (p. 257-258). Quelque chose de similaire se produisait alors en Nouvelle-Angleterre où les colons voyaient les animaux, les poissons et le bois comme faisant partie des communs tout en insistant que les vaches et les porcs qui broutaient librement dans les forêts et les prés étaient leur propriété privée (p. 261-262). Par ailleurs, l'absence d'un mouvement agressif en vue d'agrandir des *commons* à l'extérieur des zones de colonisation contribuaient selon Greer aux relations relativement paisibles en Nouvelle-France par rapport aux deux autres colonies (p. 268).

Les chapitres qui suivent s'attaquent à d'autres thèmes concernant la propriété. Si le chapitre 8 remet en question une idée reçue de l'historiographie – que la « mathématisation de l'espace » menait à la dépossession territoriale à l'époque moderne –, les autres tendent à suggérer que les historiens ont en somme bien saisi les processus à l'œuvre. Si, dans le chapitre 9, Greer cherche à contrecarrer l'accent que certains historiens mettent sur la commercialisation des terres pendant la période (il voit le germe du processus, mais absolument pas sa maturation), il admet que l'arpentage et ses divers développements ont marqué de façon significative la dépossession des autochtones. De façon similaire, si Greer reconnaît les tensions importantes entre les cours royales d'Europe et les colonies en se conformant au consensus historiographique, le chapitre 10 sert surtout à tracer les diverses façons dans lesquelles on cherchait, des deux côtés de l'Atlantique, à articuler propriété et

souveraineté à travers une lutte pour le contrôle des deux.

Une longue conclusion/épilogue clôt le livre de façon admirable en abordant la question de la formation de la propriété à la fin du XVIII^e siècle et tout au long du XIX^e. Greer souligne l'écart, pendant cette période, entre une rhétorique révolutionnaire sur la propriété et une réalité qui, si elle est tout à fait en évolution constante et profonde, est loin d'une rupture complète. Le chapitre analyse le projet commun au Canada, aux États-Unis, au Mexique et ailleurs, à l'ère des révolutions atlantiques, de réaliser dans les faits l'idéal de la propriété privée et absolue. Ce faisant, Greer nous amène encore une fois à l'évidence que la propriété, aussi bien au XIX^e siècle qu'à l'ère précolombienne, constitue une collection de droits et d'usages divers, concernant de multiples individus, communautés et institutions politiques, ce qui rend impossible d'office que qui que ce soit puisse la posséder de manière entière. L'idéal de la propriété terrienne individuelle et absolue s'est toutefois révélé puissant pour la plus grande partie de la population qui l'acceptait en tant qu'évidence, ce qui a fait paraître de plus en plus troublantes les terres toujours sous contrôle autochtone. Pour Greer, la réponse, au Canada comme au Mexique et aux États-Unis, était l'oubli volontaire du processus historique ayant mené à ce système de tenure diversifié. Il l'illustre à travers l'assujettissement des autochtones, aux États-Unis, au nouveau carcan légal à la suite de la décision du juge en chef de la Cour suprême, John Marshall, dans *Johnson v. M'Intosh* (1823). N'étant plus véritablement propriétaires, car seulement capables de céder leurs terres au gouvernement fédéral, les Premières Nations deviennent dès lors des simples occupants. De cette façon, Marshall, en prétendant appliquer un principe légal éternel, faisait totalement fi de la longue histoire des Autochtones vendeurs des terres et les transforme en véritables pupilles de l'État.

Ouvrage extrêmement impressionnant intégrant trois cas bien distincts, *Property and Dispossession* saura

intéresser les historiens, les géographes, les juristes et les anthropologues – et parmi ces derniers surtout les spécialistes des régimes de propriété. Par la grandeur de son ambition et la qualité de son exécution, il deviendra certainement une référence en ce qui concerne l'histoire de la propriété coloniale et de la dépossession territoriale.

Brian Gettler
Département d'histoire,
Université de Toronto

Ouvrage cité

HARDIN, Garrett, 1968 : « The Tragedy of the Commons ». *Science* 162 : 1243-1248.



Peau rouge, masques blancs. Contre la politique coloniale de la reconnaissance

Glen Sean Coulthard. Lux éditeur, Montréal, 2018, 368 p.

EN REPRENANT LE TITRE et les arguments du célèbre ouvrage de Frantz Fanon *Peau noire, masques blancs*, Glen Sean Coulthard propose une critique de la politique de la reconnaissance des peuples autochtones telle que formulée par des chercheurs de tendance libérale et par l'État canadien. Pour Coulthard, professeur de sciences politiques à l'Université de la Colombie-Britannique et membre de la nation dénée, les politiques de reconnaissance et de réconciliation de l'État ne font que consolider le pouvoir colonial du gouvernement canadien. À cette politique coloniale, l'auteur oppose sa vision de l'émancipation des Premières Nations, basée sur l'auto-reconnaissance et la résurgence des pratiques culturelles autochtones. L'ouvrage est donc essentiellement un traité de théorie politique critique.

Par politique de la reconnaissance, Coulthard fait référence à tout l'éventail de modèles de pluralisme libéral basé sur le concept hégélien de

reconnaissance et qui « cherchent à “réconcilier” les revendications de statut de nation autochtone avec la souveraineté de l’État colonial en accommodant certaines demandes identitaires faites par les Autochtones grâce à un renouvellement des relations juridiques et politiques avec le gouvernement canadien (p. 17) ». La critique proposée dans *Peau rouge, masques blancs* est basée sur l’apport de deux auteurs : Frantz Fanon et Karl Marx. Coulthard actualise de façon critique le concept d’accumulation primitive que Marx a initialement proposé dans *Le capital*. Pour Coulthard, c’est « l’histoire et l’expérience de la dépossession [...] qui ont constitué la structure dominante ayant façonné la relation historique entre les peuples autochtones et l’État canadien » (p. 33). Par contre, il soutient que la dépossession territoriale des autochtones s’est produite en conjonction avec d’autres types d’exploitation comme le patriarcat et le racisme, ce qui rapproche Coulthard des penseurs de l’intersectionnalité.

Avant de s’engager avec les écrits de Fanon, Coulthard propose une généalogie de la politique de la reconnaissance en contexte canadien. Les racines philosophiques de cette politique remontent aux écrits de Hegel sur la dialectique du maître et de l’esclave dans *Phénoménologie de l’esprit*. Pour Hegel, la réalisation de soi en tant qu’agent autodéterminé ne peut se réaliser que dans un contexte intersubjectif : dans la dialectique hégélienne, « le désir du maître d’être reconnu comme “être pour-soi” est entravé par le fait qu’il est seulement reconnu par la conscience inessentielle et dépendante de l’esclave » (p. 57). Dans le paradigme hégélien, le maître ne peut réaliser son autodétermination que si l’esclave peut le reconnaître comme agent autodéterminé en formant lui-même sa propre autodétermination. Coulthard explique que ce paradigme hégélien a été repris par de nombreux penseurs libéraux qui ont proposé un modèle prescriptif pour encadrer les relations entre l’État canadien et les Autochtones.

L’auteur critique la proposition de Charles Taylor (1994) voulant que l’État devrait reconnaître et accommoder

certaines revendications des peuples autochtones sans abandonner son engagement envers sa charte des droits et libertés. Aux yeux de Coulthard, en se faisant l’arbitre des revendications autochtones et en accommodant les autochtones selon son bon vouloir, l’État ne fait que réactualiser sa composante coloniale. Par le fait même, l’auteur reprend plusieurs arguments de Frantz Fanon selon lesquels, sans une lutte des colonisés, la simple transformation des structures sociales ne garantit pas la transformation de la conscience des opprimés. « Sans conflit ni lutte, les termes de la reconnaissance sont susceptibles d’être définis par ceux qui ont le pouvoir de l’octroyer », écrit Coulthard (p. 75). Coulthard et Fanon soutiennent donc que le conflit est une partie essentielle de la dialectique de la reconnaissance. L’autodétermination et la conscience de soi ne peut être accordée : elle doit faire l’objet d’un processus d’auto-reconnaissance de l’opprimé qui passe nécessairement par le conflit.

Toute cette discussion théorique sur la reconnaissance occupe plus ou moins les cent premières pages de *Peau rouge, masques blancs*. Le reste de l’ouvrage aborde différentes dimensions de la politique coloniale de l’État canadien. Le chapitre 2 présente l’histoire de la lutte de la nation dénée dans les Territoires du Nord-Ouest. Coulthard y soutient que dans les trente dernières années l’imaginaire radical de sa nation s’est effrité, ce qui a mené « à une dissociation importante entre les revendications “culturelles” des autochtones et les visions transformatrices de changement social, politique et économique qui les caractérisaient autrefois » (p. 95). L’auteur attribue ce changement à la capacité de l’État à s’approprier les termes de la lutte qu’on lui oppose. Dans ce cas-ci, Coulthard évoque le discours étatiste sur le développement durable. Le deuxième facteur d’explication évoqué par l’auteur est la capacité de la reconnaissance politique à modifier la subjectivité des peuples autochtones.

Dans le chapitre 3, l’auteur propose une discussion sur l’essentialisme, le droit des femmes et l’autonomie

gouvernementale en critiquant le courant constructiviste dans l’étude des identités. Selon lui, la critique anti-essentialiste des tenants du constructivisme social a miné la résistance de certains groupes subalternes. Néanmoins, il nuance en affirmant que les discours essentialistes et constructivistes peuvent tous les deux être utilisés pour favoriser la subversion ou la conservation des configurations oppressives du pouvoir.

Le chapitre 4 propose une critique farouche de la réconciliation telle que proposée par l’État canadien dans le sillon de la Commission de vérité et réconciliation. Coulthard affirme qu’une réelle réconciliation ne peut avoir lieu qu’après la fin des événements traumatisants vécus par une population opprimée. Or, le colonialisme canadien est toujours opérant malgré les excuses gouvernementales et les multiples commissions commandées par l’État sur ses relations avec les autochtones. Coulthard propose une discussion philosophique du ressentiment qui le porte à dire que la colère et le ressentiment peuvent être des sentiments productifs s’ils amènent les populations subalternes à prendre conscience de leur oppression. Dans ce contexte, Coulthard affirme que « la réconciliation demeure un “discours pacificateur” qui ne cherche qu’à apaiser la culpabilité du colonisateur, d’une part, et à décharger le gouvernement fédéral de son devoir de transformer la relation coloniale entre les nations autochtones et le Canada » (p. 217).

Dans le chapitre 5, Coulthard pose l’importance des pratiques culturelles d’auto-reconnaissance en s’inspirant des travaux de Fanon et de Sartre sur la négritude. Il explique que les pratiques d’affirmation culturelles peuvent potentiellement représenter un premier pas vers l’émancipation des peuples opprimés. Par contre, l’affirmation culturelle peut représenter un danger en ce qu’elle peut naturaliser les rapports de domination entre les groupes et à l’intérieur même des groupes culturels. Dans un processus d’affirmation culturelle, « la primauté accordée à la culture et à l’histoire

doit laisser place à la lutte pour la liberté » (p. 242).

Finalement, la conclusion de *Peau rouge, masques blancs* propose un historique du mouvement Idle no More ainsi qu'une série de cinq propositions de revendication et de champ d'action pour ce mouvement. *Peau rouge, masques blancs* de Glen Sean Coulthard constitue un ouvrage incontournable de théorie politique critique sur le colonialisme canadien. Comme le livre est originalement paru en anglais en 2014, on peut dire que sa traduction est la bienvenue. Malgré sa parution récente, le livre a déjà reçu beaucoup d'attention du côté du Canada anglais et, à mon sens, il était nécessaire d'en avoir une traduction française pour assurer un dialogue entre les chercheurs, les militants et les peuples autochtones francophones et anglophones. Glen Sean Coulthard propose une synthèse de l'état actuel des théories politiques décoloniales dans un langage clair qui rend son livre accessible à un public non expert sans pour autant simplifier ses propositions et son analyse. L'auteur aurait très bien pu tomber dans le piège militant de vouloir ne s'adresser qu'à des convaincus. Au contraire, il s'engage profondément et de façon nuancée avec les auteurs qu'il critique et prend toujours soin d'assurer la logique de son raisonnement. Néanmoins, il reste campé dans ses positions et critique au passage de nombreux dirigeants autochtones, ce qui lui a sûrement attiré certains commentaires des principaux intéressés.

Peau rouge, masques blancs possède malgré tout certaines faiblesses. La principale, de mes yeux d'anthropologue, est le manque de données empiriques mobilisées dans l'ouvrage, surtout lorsqu'il parle de résurgence autochtone. Les peuples autochtones du Canada ont développé de nombreuses façons de lutter contre le colonialisme, et Coulthard aurait dû nous en dresser un éventail plus complet. Ces exemples ne contredisent pas nécessairement ses propos mais auraient certainement pu amener plus de substance à son ouvrage et auraient permis de renforcer ses conclusions.

Émile Duchesne
Département d'anthropologie,
Université de Montréal

Ouvrages cités

- FANON, Frantz, 2013 [1952] : *Peau noire, masques blancs*. Seuil, Paris.
- HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich, 1941 [1807] : *Phénoménologie de l'esprit*. Aubier, Paris.
- MARX, Karl, 2014 [1867] : *Le capital. Livre I*. Presses universitaires de France, Paris.
- TAYLOR, Charles, 1994 : « The Politics of Recognition », in A. Gutmann (dir.), *Re-Examining the Politics of Recognition*. Princeton University Press, Princeton.



Résistances culturelles et revendications territoriales des peuples autochtones

Karen Hoffmann-Schickel et Éric Navet (dir.). *Actes de la journée d'étude de l'Université de Strasbourg, Connaissances et Savoirs, Paris, 2015, 398 p.*

RÉSISTANCES CULTURELLES et revendications territoriales des peuples autochtones est un recueil publié en 2015 chez Connaissances et Savoirs comme suite à un colloque organisé en 2010 à l'Université de Strasbourg et auquel ont participé plusieurs chercheurs et chercheuses, principalement des doctorants et doctorantes en ethnologie, anthropologie et sociologie. Le livre adopte globalement des théories classiques en sciences sociales, comme en témoignent les bibliographies où, à l'exception d'une référence à l'historien sioux Vine Deloria Jr, figurent majoritairement des théoriciens européens ou nord-américains bien établis tels que Pierre Bourdieu, Clifford Geertz, Stuart Hall, Bruno Latour, Claude Lévi-Strauss, Georg Simmel, Max Weber.

Si le recueil présente, certes, des études de cas portant sur des peuples autochtones, il demeure cependant éloigné de qu'il est convenu de nommer en Amérique du Nord les « études autochtones », et encore plus du champ des études autochtones critiques. Ainsi, pour les personnes

qui s'intéressent à des thèmes comme la décolonisation de la recherche (voir Smith 2013 [1999]), les féminismes autochtones ou les méthodes de recherche en contextes autochtones, ou encore à des analyses produites par des Autochtones, cet ouvrage n'est pas une lecture indiquée.

En revanche, le livre s'offre bien comme première introduction à certains thèmes relatifs aux peuples autochtones. Il s'adresse particulièrement à un public européen et présente différentes études de cas où des peuples autochtones ont usé de stratégies souvent innovatrices face à des changements affectant leur rapport au territoire et leurs pratiques culturelles.

L'ouvrage couvre l'ensemble des continents où vivent des peuples autochtones. On y aborde l'Amérique latine, en commençant par la Mésopotamie et les Mayas au Guatemala (José Morales Gramajo). L'Amérique du Sud est présente dans une plus grande proportion, et c'est sur l'Amazonie que les travaux se concentrent : les Mundurucus au Brésil (Maria Soeli Farias-Lemoine), les Tekos et les Wayâpis en Guyane (Vincent Brailly et Éric Navet), ainsi que les Awajúns au Pérou (Sébastien Baud). Par contre, les peuples autochtones d'Amérique du Nord sont absents du recueil.

L'ouvrage couvre également l'Océanie par le truchement du peuple kanak en Nouvelle-Calédonie (Stéphanie Graff). Quant à l'Europe, il est question des Saamis¹ en Norvège (Karen Hoffmann-Schickel) et des Sakhas en Russie (Émilie Maj). On peut toutefois s'étonner de retrouver dans le recueil certaines populations qui ne sont pas typiquement considérées en tant que peuples autochtones, par exemple les communautés serbes de la vallée de la Tisz (Benjamin Landais), les Gourmantchés (ou Gulmanceba) au Burkina Faso (Alexis Kaboré) et les Jawis en Thaïlande du Sud (Pierre Le Roux). Il aurait été bienvenu d'avoir davantage d'explications pour justifier leur présence dans cet ouvrage collectif consacré aux peuples autochtones.

Dans la préface, Hoffmann-Schickel et Navet ont plutôt choisi de réunir les catégories de peuples autochtones et de minorités ethniques en